COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

DEUXIEME SESSION

PROJET DE CHARTE INTERNATIONALE DES DROITS ET DES DEVOIRS DE L'HOMME

NOTE DU SECRETAIRE GENERAL

Le Secrétaire général a l'honneur d'adresser aux membres de la Commission des droits de l'homme le texte d'un projet de charte internationale des droits et des devoirs de l'homme, présenté par la délégation de l'Equateur. Cette question figure dans la liste supplémentaire des points à inscrire à l'ordre du jour de la deuxième session ordinaire de l'Assemblée générale, et le texte du projet a été distribué sous la cote A/341. Dans une note reçue le 18 septembre 1947 et distribuée sous la cote A/391, le chef de la délégation de l'Equateur à l'Assemblée générale des Nations Unies a demandé au Secrétaire général le renvoi à la Commission des droits de l'homme du projet de charte internationale des droits de l'homme présenté par le Gouvernement de l'Equateur. Le Secrétaire général a notifié au Bureau la réception de cette communication de la délégation de l'Equateur, et le Bureau a en conséquence recommandé dans son rapport (document A/392) de ne pas inscrire cette question à l'ordre du jour de la deuxième session de l'Assemblée générale.

PROJET DE CHARTE INTERNATIONALE DES DROITS ET DES DEVOIRS DE L'HOMME

Présenté par la délégation de l'Equateur

Article I

Toute personne a droit :

1. A l'inviolabilité de la vie .

Il n'y aura pas de peine de mort. La mutilation, la flagellation et autres tortures et peines infamantes sont définitivement interdites tant comme peines que comme procédés correctionnels ou comme procédés d'investigation criminelle.

Ce droit appartient à l'enfant dès avant sa naissance, aux incurables, aux débilés mentaux et aux aliénés. Les personnes incapables de subvenir elles-mêmes à leurs besoins ont droit à l'entretien et à la protection; à ce droit correspond le devoir de l'Etat de veiller à ce que cette protection soit effective.

2. A la liberté individuelle :

Le droit à la liberté individuelle comprend le droit de se déplacer librement d'une partie du territoire de l'Etat à une autre, et le droit de sortir de ce territoire sur la simple présentation d'un laissez-passer accordé par les Etats Membres. Il comprend également la liberté d'élire résidence sur un point quelconque du territoire sous réserve des restrictions que peuvent imposer les lois générales en considération de l'ordre public et de la sécurité de l'Etat.

Le droit à la liberté individuelle comprend l'inviolabilité du domicile et de la correspondance personnelle.

L'Etat ne peut restreindre ce droit que dans la mesure nécessaire à la protection de la santé publique, de la sécurité, de la morale et du bien-être généraux, conformément aux dispositions de la présente charte.

Le droit qu'a l'Etat d'exiger les services de l'individu en cas de circonstances exceptionnelles ou pour faire face aux nécessités de la défense nationale ne pourra être considéré comme une limitation du droit fondamental à la liberté, mais simplement comme une restriction temporaire limitée à la durée de la crise .

Nul ne peut être emprisonné ou gardé en prison pour avoir simplement négligé de se conformer à des obligations contractuelles.

3. A la liberté d'exprimer sa pensée par la parole, la presse et tous autres moyens de la manifester et de la répandre , dans la mesure où ces manifestations n'impliquent pas d'injure, de calomnie, d'insulte personnelle, ne sont pas contraires à la morale ou aux intérêts nationaux, ces actes restent soumis aux responsabilités et procédures établies par la loi nationale. En conséquence, chacun aura droit à bénéficier des sources d'information, tant nationales qu'étrangères.
4. A la liberté de conscience sous tous ses aspects et dans toutes ses manifestations, pour autant qu'elle ne s'oppose pas à la morale et à l'ordre public. Les lois nationales ne feront aucune discrimination fondée sur la religion, l'opinion ou la race.
5. A la liberté de réunion et d'association à des fins pacifiques et dans des desseins non interdits par la loi.
6. A présenter des pétitions au Gouvernement, individuellement ou collectivement pour demander réparation de préjudices subis ou à tout autre sujet, d'intérêt public ou privé.

On ne peut exciper de la publication de ces pétitions pour punir d'aucune façon leur auteur, directement ou indirectement.

7. A la garantie de sa propriété par l'Etat, avec les limitations qu'imposent les nécessités sociales.
8. A la nationalité.

Aucun Etat ne peut refuser la nationalité aux personnes nées sur son territoire.

Nul ne peut être privé de la nationalité résultant de sa naissance, que par sa propre et libre volonté d'en acquérir une autre. Quiconque acquiert une nouvelle nationalité est obligé de renoncer à l'ancienne, qu'elle soit d'origine ou d'adoption.

9. A fonder un foyer et à protéger ses relations familiales contre toute intervention extérieure; en conséquence, il est du devoir des Etats de réglementer et de protéger le mariage, la famille et le patrimoine.

On ne pourra exiger sur l'acte de naissance aucune mention relative à la nature de la filiation et ce n'est qu'en vertu des principes consacrés par les lois de chaque Etat que sera autorisée la recherche de la paternité.

Les enfants illégitimes ont le même droit que les enfants légitimes à être élevés et éduqués par leurs parents et à hériter de leurs parents. La législation de chacun des Etats instituera le patrimoine familial inaliénable et insaisissable.

10. A l'habeas corpus

Sauf les cas de flagrant délit, de contravention aux mesures de police ou d'infraction aux règlements militaires, nul ne peut être détenu, arrêté, ni emprisonné sans ordre motivé signé de l'autorité compétente; le motif de l'arrestation sera obligatoirement un de ceux que prévoit la loi.

11. A ne pas être mis hors la loi ni enlevé à ses juges naturels, ni jugé par des commissions spéciales, ni privé du droit de se défendre. Nul ne peut être condamné sans un jugement en règle ni condamné en vertu d'une loi postérieure au fait incriminé.

12. A la liberté de l'électorat et à l'éligibilité aux charges publiques; conformément à la loi.

13. A consacrer son activité à des partis et autres associations politiques qui ne soient pas contraires aux dispositions constitutionnelles, en vue d'intervenir dans la politique nationale.

14. Au travail sous ses diverses formes, en tant que devoir social spécialement protégé par la loi; la loi assurera aux travailleurs les conditions minima d'une existence digne.

15. A jouir de ses découvertes, inventions et travaux scientifiques, littéraires et artistiques, dans les conditions déterminées par les lois, et à participer aux bienfaits résultant des découvertes et inventions scientifiques.

16. A la sécurité sociale.

L'Etat a le devoir de faire en sorte que chacun jouisse des bienfaits de la sécurité sociale. A cette fin, il encouragera les mesures tendant à assurer la santé et la sécurité publiques et il instituera des systèmes d'assurance sociale et des organes de coopération, permettant de garantir un niveau de vie convenable, et de protéger les travailleurs contre les conséquences du chômage, des accidents, de l'incapacité de travail, de la maladie et de la vieillesse. Chacun a le devoir de coopérer avec l'Etat dans la mesure de ses moyens, pour l'application et l'administration des mesures prises en faveur de sa propre sécurité sociale.

17. A l'instruction.

Le droit des enfants à l'instruction est primordial. L'Etat a le devoir d'assister l'individu dans l'exercice de ce droit, selon ses ressources. Les possibilités d'instruction doivent être mises à la portée de tous dans des conditions d'égalité, conformément aux capacités naturelles et au désir de chacun de tirer parti des facilités mises à sa disposition. L'Etat a le droit de déterminer les normes générales que les établissements d'enseignement devront observer,

pourvu que ces normes soient conformes aux principes fondamentaux universellement acceptés et soient les mêmes pour les écoles publiques et les écoles privées.

Le droit à l'instruction comprend celui d'enseigner, sous réserve des restrictions établies par la loi.

L'Etat respectera les droits des pères de famille ou de leurs représentants à donner à leurs enfants l'enseignement qu'ils jugeront convenables.

18. A la protection contre des discriminations arbitraires fondées sur la race, la religion ou tout autre motif, dans l'exercice de l'autorité et dans l'application de la loi.

Article II

Les droits et devoirs proclamés par la présente Charte seront incorporés de façon irrévocable aux règles constitutionnelles de chacun des Etats Membres.

Article III

Les étrangers jouiront dans chacun des Etats, dans les conditions imposées par les lois respectives de ces Etats, des mêmes droits que les nationaux, à l'exception des droits politiques et des garanties que ces droits sont seuls à conférer.